

agir >>>>>>>>>>

LE MAGAZINE DE L'ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE | N° 4 | 4 / NOVEMBRE 2011



Philippines: des terres pour
les sans terre à Mindanao

EPER 

Eloge de l'existentiel



Photo: EPER/Olivier Cosandey

Les médias martèlent que les actions vont chuter, que le chômage va augmenter, que l'économie va s'effondrer. Ils nous plongent dans une crainte viscérale de l'avenir. Paradoxalement, nous vivons dans l'opulence et nous demandons comment consommer moins. Difficile, dans ce contexte, de faire la part de nos préoccupations existentielles et de celles de nos contemporains qui vivent dans le dénuement le plus complet.

Pris dans le tourbillon de nos activités quotidiennes, nous peinons à voir comment nous pourrions infléchir l'avenir de notre monde en redonnant du poids aux valeurs que nous défendons. Ce numéro d'agir pointe les préoccupations de près de la moitié des habitants de la planète dont l'énergie toute entière est concentrée sur la quête de leurs besoins élémentaires de survie.

Cap sur l'Ethiopie qui subit de plein fouet une famine au sud d'Addis-Abeba. Immergeons-nous dans les coulisses d'une aide d'urgence humanitaire de l'EPER. Prenons le temps de découvrir les procédures de sélection transparente des prestataires de service les plus efficaces et les moyens de distribuer équitablement des vivres aux bénéficiaires qui en ont le plus besoin.

Reportage aux Philippines aux côtés d'une famille persévérante. Après avoir revendiqué ses droits pendant près de dix ans, elle a obtenu des terres qu'elle s'applique désormais à faire fructifier de manière durable. Une réponse simple et concrète qui donne de l'espoir à toute une communauté et que nous avons choisie pour illustrer la campagne nationale de l'EPER sur l'accès à la terre et aux ressources.

Appel à votre soutien, toujours et encore, car grâce à votre don, vous pouvez faire la différence. L'expérience nous montre qu'en se concentrant sur l'essentiel, on peut obtenir de grands effets avec de petits moyens.

J. Herren

Joëlle Herren Laufer
Responsable médias



Cette année encore, l'action « Offrir son aide » vous permet d'offrir des cadeaux de Noël originaux qui ont du sens.

www.offrir-son-aide.ch
ou 021 613 44 56

2 Editorial

3 Transparence

Les coulisses de l'action humanitaire de l'EPER en Ethiopie

6 L'invitée

Anne-Christine Horton

7 Développement des communautés rurales

Campagne nationale 2011 Philippines: avoir un champ, c'est disposer d'un travail et d'un revenu

11 Matériel de campagne

12 Actuel

En couverture

Alma Cagat, bénéficiaire de l'EPER aux Philippines
Photo: Christian Bobst

IMPRESSUM

AGIR N°4, NOVEMBRE 2011-10-13

ISSN 2235-0772

Paraît 4 fois par an

Editeur: Entraide Protestante Suisse (EPER)

Responsable de la publication:

Olivier Graz

Rédaction: Joëlle Herren Laufer

Traduction: Sandra Först

Impression: www.jordibelp.ch

Tirage: 18 500 exemplaires

Abonnement: CHF 10, déduits une fois par an de vos dons

Adresse: Bd de Grancy 17 bis,

case postale 536, 1001 Lausanne

Téléphone: 021 613 40 70

Fax: 021 617 26 26

Internet: www.eper.ch

E-mail: info@eper.ch

CP pour les dons: 10-1390-5

Ethiopie

Les coulisses de l'action humanitaire de l'EPER

Même si certaines catastrophes naturelles sont plus médiatiques, les sécheresses larvées en différentes régions d'Afrique exigent des réponses humanitaires adaptées. L'EPER ne peut, bien sûr, pas répondre à toutes les crises, mais elle s'engage dans une action d'urgence quand elle a déjà une bonne connaissance du pays par le biais de ses organisations partenaires qui y gèrent déjà des projets de développement. C'est le cas dans la Corne de l'Afrique, déclarée zone de famine depuis le mois d'août. Zoom sur les enjeux pratiques d'une action humanitaire pour enrayer la famine à Borena, au sud de l'Ethiopie.

HANNS POLAK ET JUDITH MACCHI

La région montagneuse d'Addis-Abeba frappe par son côté verdoyant, ses champs immenses et ses caféiers en fleurs. Difficile de croire qu'une terrible sécheresse sévit un peu plus au sud, à la frontière kenyane. Pourtant, lorsque l'on pénètre dans la zone de Borena, où l'EPER est active, le décor change du tout au tout. La terre devient sèche et rouge, semée de buissons secs à perte de vue. Pas la moindre touffe d'herbe à l'horizon, mais des carcasses d'animaux morts dans les buissons. Les habitants, principalement des éleveurs mais aussi des petits paysans, subissent de plein fouet le manque de pluie depuis deux ans. Ils n'arrivent plus à se nourrir, sans parler de leurs bêtes.

Le bureau d'Oromo Self-Help Organization (OSHO), l'organisation partenaire de l'EPER, se trouve à Addis-Abeba, la capitale. C'est de là que l'action d'urgence pour les habitants du district de Miyo—la zone d'activité d'OSHO—se met en place. Il s'agit de fournir des kits contenant du maïs, des légumineuses, ainsi qu'un mélange de soja et de maïs additionné de matières minérales et de vitamines spécialement conçu pour les enfants sévèrement dénutris. Les distributions ont d'abord été limitées à 8000 personnes dans les quatre communes les plus gravement touchées par la famine. Mais depuis septembre, ce ne sont pas moins de 36000 personnes qui ont reçu des vivres.



Photos: EPER/Judith Macchi



Une mise au concours ouverte à tous

Difficile de se figurer les quantités de vivres à acheter pour une telle opération. L'achat des 360 000 kg de maïs et des 36 000 kg de légumineuses a fait l'objet d'un appel d'offres dans un quotidien éthiopien. L'accessibilité d'une offre à tous les fournisseurs potentiels fait partie des principes internationaux de base qui garantissent une utilisation optimale et transparente des dons. C'est Abebe Kiros, le directeur d'OSHO, qui a organisé cette mise au concours. Assisté de son équipe et en présence des représentants des firmes qui ont postulé, il dépouille une caisse en bois scellée dans laquelle ont été déposées les offres. Six sociétés ont répondu à l'appel. Un premier tri permet de déterminer si les propositions entrent dans le cadre budgétaire prévu bien que le prix des céréales ait quasiment doublé en un an. Les offres sont ensuite décortiquées poste par poste pour comparer les prix. C'est une procédure compliquée mais indispensable pour procéder à un choix transparent et équitable, ce qui est dans l'intérêt de tous les interlocuteurs. Le choix s'est finalement porté sur le grossiste qui répondait au mieux à tous les critères demandés. Reste à s'assurer de la qualité de ses denrées dans son entrepôt. Cette procédure de mise au concours est renouvelée pour chaque nouvel achat de denrées.

Les critères de choix des bénéficiaires

Une autre question de taille concerne le choix des bénéficiaires. En Éthiopie, la sélection des ayants-droit à l'aide est faite par les autorités locales après

un examen détaillé de leur situation. Dans chaque district, il y a un comité composé de représentants des autorités et d'experts en alimentation qui réanalyse régulièrement la situation. Ensemble, ils déterminent si un village dispose de suffisamment d'eau, si le cheptel se développe normalement, et si les villageois ont la possibilité d'acheter des denrées à des prix accessibles au marché. Les revenus individuels de chaque ménage sont par ailleurs examinés pour voir s'il existe des sources de revenu alternatives. Les autorités ont annoncé en juillet que 32 000 personnes étaient dans le besoin. Ce chiffre a déjà été revu à la hausse en septembre.

L'avantage d'une participation du gouvernement au choix des bénéficiaires est de permettre de constituer des colis adaptés à la taille réelle des familles. Les vivres sont transportés en camion par le fournisseur. OSHO a loué un entrepôt à proximité des villages pour entreposer les vivres jusqu'au jour



Dans un souci d'équité, les offres des fournisseurs de denrées sont récoltées dans une urne scellée.



« Mes filles vont à l'école le ventre vide »

« Je m'appelle Dima Jilo et j'ai 48 ans. Avec mes trois filles, nous habitons à Baha. Je suis veuve et je dois donc subvenir seule aux besoins de ma famille. Avant la sécheresse, j'avais trois vaches et je cultivais du maïs et des haricots. Nous avions alors du lait, du beurre, du yogourt, des céréales et des haricots. Aujourd'hui, mes vaches sont mortes. Nous n'avons plus de lait et nous avons épuisé nos réserves de céréales. Le peu de nourriture que nous recevons provient de voisins ou encore de l'aide alimentaire d'OSHO et de l'EPER. Presque chaque jour, mes filles vont à l'école le ventre vide. Je n'en peux plus. J'espère qu'il pleuvra bientôt afin que je puisse recommencer à subvenir aux besoins de ma famille. »



« J'avais 50 vaches, il ne m'en reste plus que trois »

« Je m'appelle Kasa Wariyo, j'ai 75 ans et je viens de Melbana. J'habite avec ma femme, nos deux fils et nos cinq filles. Avant la sécheresse, j'avais cinquante vaches. Aujourd'hui, il ne m'en reste plus que trois, et je dois parcourir des kilomètres pour les nourrir. Avant la sécheresse, nous avions du lait pour les enfants, du beurre, et parfois même de la viande. Maintenant, mes champs de maïs, de froment et de haricots sont asséchés et nous avons mangé toutes nos réserves. Le gouvernement me donne du maïs en échange de mon travail d'arrachage de buissons. Et puis il y a les paquets d'aide à la survie d'OSHO et de l'EPER. Mais j'aimerais que la pluie tombe pour que mes vaches puissent mettre bas des veaux et que je puisse à nouveau nourrir correctement ma famille. »

de la distribution. Des contrôles aléatoires sont opérés sur les sacs pour vérifier que la marchandise livrée correspond vraiment à ce qui était convenu. Les entrepôts sont dirigés par un responsable et surveillés par deux gardes 24h/24. Dans un premier temps, le fournisseur avait emballé le maïs et les lentilles dans de grands sacs beaucoup trop lourds à transporter. Ce problème a été corrigé pour les prochaines livraisons.

Stratégie pour éviter les abus

Le jour de la distribution, les sacs de maïs, de lentilles et la nourriture spéciale pour enfants ainsi que les bidons d'huile sont triés par taille de famille devant l'entrepôt. Ainsi, en fonction du nombre de membres dans la famille, chacune reçoit un type de kit adapté. Mais pour pouvoir recevoir les vivres, les familles doivent d'abord s'enregistrer pour qu'il n'y ait pas d'abus concernant le nombre de personnes dans le ménage. A la queue leu leu, les bénéficiaires appelés confirment avoir bien reçu l'aide avec leur empreinte digitale. Le fait que plusieurs personnes aient le même nom de famille avait posé des problèmes d'identification lors de la première

distribution. L'EPER a donc imprimé des cartes de rationnement qui contiennent le nom et la provenance des bénéficiaires. Ces cartes sont tamponnées une fois la distribution effectuée. Ces mesures sont primordiales pour garantir l'équité et la transparence du processus de distribution.

Les semaines à venir sont primordiales. La pluie, tant attendue, tombera-t-elle enfin dans le Miyo ? Sur la base des renseignements du gouvernement éthiopien et de son organisation partenaire, l'EPER décidera alors de la suite à donner à son action d'aide alimentaire pour les mois et années à venir. Ces cinq dernières années, l'EPER a beaucoup appris sur l'approvisionnement en eau dans la région de Borena grâce à la construction de fontaines, de citernes et de pompes à eau construites en partenariat avec OSO. Ces infrastructures ont permis d'améliorer la situation. Les citernes sont remplies deux fois par semaine, ce qui permet de répondre aux besoins quotidiens des hommes et des bêtes. L'EPER souhaite donc exploiter son expérience dans ce domaine pour étendre ces infrastructures d'approvisionnement en eau à d'autres villages afin de répondre aux besoins de cette région très exposée aux sécheresses.

Anne-Christine Horton

Anne-Christine Horton est animatrice Terre Nouvelle et fait le lien entre les œuvres protestantes et les 33 paroisses de l'arrondissement du Jura des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure depuis 2005.

JOËLLE HERREN LAUFER



Photo : EPER / Olivier Cosandey

Comment êtes-vous devenue animatrice Terre Nouvelle ?

Très naturellement. Nous avons vécu quatre ans en famille en République démocratique du Congo à la fin des années 80, un séjour qui a fortement influencé mes engagements et mes choix de vie.

En quoi consiste votre travail ?

Je représente DM-échange et mission, l'EPER et Pain pour le prochain auprès des paroisses de l'arrondissement du Jura. Mon but est de valoriser le travail des œuvres d'entraide et de motiver les gens à soutenir leurs campagnes, projets et actions. Comme je suis une personne ouverte, curieuse et de réseau, je vois vite des opportunités de collaboration et je crée des alliances.

Quelles sont les particularités de l'EPER ?

J'ai eu la chance de visiter des projets de l'EPER en Palestine-Israël en 2006 et au Bangladesh en 2009. Ce qui m'a le plus frappée, c'était de découvrir à quel point les projets de l'EPER étaient petits. L'EPER est perçue ici comme une grosse machine. Mais sur le terrain, il y a une très grande proximité entre les organisations partenaires et les bénéficiaires. Avec de tout petits moyens et des locaux tout simples, ces organisations font un travail de qualité qui touche véritablement les plus vulnérables.

Que reprenez-vous de votre voyage au Bangladesh ?

J'ai été scotchée par la personnalité de Shimul Shameena Akhter, la directrice de l'EPER au Bangladesh. Au nord du pays, j'ai visité une école qui prépare les enfants dalits (intouchables) à entrer à l'école publique dont ils sont exclus. À côté de la lecture et des maths, il y a tout un travail sur l'identité et le renforcement de la confiance en soi. Mais ce qui rend la démarche vraiment intéressante, ce sont les efforts de lobbying réalisés

parallèlement par les organisations partenaires de l'EPER auprès des autorités dans le but d'intégrer cette catégorie méprisée dans la société. J'apprécie la cohérence de ces projets ; on ne donne pas juste un pansement mais on draine l'abcès.

Une directrice de l'EPER musulmane, comment cela est-il perçu ?

Shimul se qualifie elle-même de musulmane laïque. Ce qui nous rapproche, c'est notre amour du prochain, du faible ou du laissé-pour-compte. C'est en effet une particularité des projets de l'EPER de travailler pour les plus démunis sans distinction ethnique ou religieuse. Cela peut sembler normal mais ce n'est pas le parti pris de toutes les organisations qui travaillent sur le terrain.

Vous cesserez votre fonction d'animatrice Terre Nouvelle après sept ans d'activité, quel est votre bilan ?

Un enrichissement personnel extraordinaire. J'aime travailler avec les paroisses même si c'est un éternel recommencement. Je me réjouis des endroits qui bougent et qui osent se remettre en question pour inventer de nouvelles manières de vivre leur engagement Terre Nouvelle. J'ai aussi découvert la qualité et la cohérence du travail des œuvres en général et des projets de l'EPER en particulier, qui valorisent les compétences spécifiques de tout un chacun.

Quels sont, selon vous, les enjeux futurs dans les rapports entre Terre Nouvelle et l'EPER ?

Il y a une crise de confiance entre l'Eglise et ses œuvres d'entraide. J'ai un peu la sensation que les Eglises se sont dotées de superbes outils mais qu'elles ne les apprécient plus à leur juste valeur. Il faut, plus que jamais, créer du lien, susciter la rencontre et ne pas perdre de vue l'objectif, qui reste l'engagement solidaire de l'Eglise auprès des plus démunis.

Campagne nationale 2011 Permettre le développement

Cette année, la campagne nationale de l'EPER met l'accent sur le combat pour l'accès à la terre des petits paysans de l'île de Mindanao aux Philippines. Découvrez dans les pages qui suivent comment une parcelle de terre peut rompre le cycle de la pauvreté et ouvrir de nouvelles perspectives de vie.



Photo : Christian Bobst

Cette famille dispose d'un revenu, parce qu'elle a des terres, parce qu'elle a fait valoir ses droits, parce que vous avez fait un don.

Paradoxalement, ce sont les petits paysans, les éleveurs nomades et les pêcheurs qui comptent parmi les populations les plus touchées par la faim en Asie, Afrique et en Amérique latine. Estimée à 2,6 milliards de personnes, cette population précarisée vit majoritairement en zone rurale, côtoie directement les richesses que nous consommons en Occident, mais manque de tout, en particulier de nourriture.

Cette question de l'accès à la terre et aux ressources est centrale pour l'EPER. Sans parcelle, les paysans doivent travailler pour des salaires de misère au service de grands propriétaires terriens. Délocalisations et exploitations de monocultures sont légion : les grands groupes suédois tirent leur cellulose des plantations brésiliennes d'eucalyptus, la Chine cultive de la canne à sucre aux Philippines et l'Arabie saoudite produit du riz en Ethiopie. Une situation absurde au vu de la précarité alimentaire qui règne dans ces pays. Les gouvernements sont

aussi nombreux à brader des surfaces dites « incultivables et inexploitées » à des investisseurs. Elles sont en fait « extorquées » aux communautés rurales, aux indigènes et aux peuples nomades qui les exploitaient pour vivre, sans qu'ils aient aucun moyen de défense puisque rares sont ceux qui possèdent des titres fonciers pour la terre qui les fait vivre.

Le droit fondamental de tout un chacun d'être à l'abri de la faim, ancré dans l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ratifié par 160 Etats fonde les projets de l'EPER. Il s'agit de promouvoir l'accès à la terre ou aux ressources, en apportant une aide à la production, au traitement et à la commercialisation, mais aussi de former les petits paysans à revendiquer activement leurs droits vis-à-vis de l'Etat, de l'économie et de la société. Seule une approche globale permet une réelle autonomisation et la durabilité des efforts entrepris.

Philippines

« Avoir un champ, c'est disposer d'un travail et d'un revenu »

Sur l'île de Mindanao, aux Philippines, l'EPER soutient des travailleurs agricoles dans leur lutte pour accéder à la terre. Dans un second temps, elle les initie aux méthodes d'agriculture diversifiée et écologique afin qu'ils puissent tirer le meilleur de leur parcelle. Rencontre avec Alma, Carlito et leur fils Nhorjaed.

HANSPETER BIGLER



Photos : Christian Bobst



compagnons d'infortune, ils ont lutté avec persévérance pour obtenir la parcelle de terre qui leur revenait de droit selon la loi sur la réforme agraire. Le combat a été long, mais le jeu en a valu la chandelle : « Nous ne gagnions pas assez pour vivre dans la plantation. Aujourd'hui, notre revenu est beaucoup plus élevé. Grâce au produit de la vente d'aubergines, nous avons même pu acquérir une pompe à eau, car avant, nous n'avions pas accès à l'eau », raconte Alma, tout sourire.

Une fois ses aubergines cueillies et soigneusement rangées dans un panier, Alma Cagat retourne rayonnante dans sa hutte au beau milieu des cocotiers. Le fait de cultiver sa propre parcelle de terre en famille et d'être totalement autonome l'emplit de fierté. Avec son mari Carlito et son fils Nhorjaed âgé de 15 ans, Alma vit à Surop, un petit village situé à l'extrême sud de l'île philippine de Mindanao. Il y a deux ans encore, Alma et Carlito étaient exploités comme travailleurs agricoles dans une grande plantation. Avec d'autres

Lutte acharnée malgré la réforme agraire

La réforme agraire philippine de 1988 a pour but de favoriser l'accès à la terre pour les travailleurs agricoles et de mettre à leur disposition les ressources nécessaires pour l'agriculture. Elle porte sur environ 4 millions d'hectares dont 1,2 millions n'ont toujours pas été répartis. Les terres redistribuées à des familles paysannes sans terre proviennent en premier lieu des plantations privées de plus de 50 hectares. Les grands propriétaires terriens sont



autorisés à garder cinq hectares de terre pour eux-mêmes, plus trois hectares par enfant. Les familles de travailleurs agricoles obtiennent en moyenne un hectare de terre.

Pour obtenir cet hectare toutefois, c'est un véritable parcours du combattant qui dure généralement plusieurs années. Les travailleurs agricoles doivent se qualifier et devenir membres d'une organisation. Face à eux, nombre de propriétaires terriens ne lâchent pas facilement prise et tentent de contourner la loi en utilisant des subterfuges juridiques ou en recourant à des méthodes d'intimidation, à des menaces ou à des actes de violence. Au cours des 11 dernières années, 13 activistes du mouvement des sans terre ont ainsi trouvé la mort.

22 000 hectares de terre redistribués

L'organisation partenaire de l'EPER, Task Force Mapalad (TFM), soutient les familles sans terre dans leur lutte pour faire valoir leurs droits. Elle a déjà aidé 16 000 familles dans 11 provinces du pays à accéder à quelque 22 000 hectares de terre depuis 1999. L'EPER soutient TFM depuis 2006 et lui a notamment permis d'étendre ses activités à l'île de Mindanao. Spécialisée dans les questions juridiques, TFM informe les bénéficiaires sur leurs droits et leur apprend à les faire valoir, par exemple pour faire pression sur les autorités afin d'éviter que des procédures ne soient reportées. Diverses méthodes sont utilisées : pétitions écrites, négociations, manifestations, marches silencieuses ou encore mobilisation des médias.

Pour les travailleurs agricoles, la décision de revendiquer une parcelle de terre est lourde de conséquences et conduit souvent à une expulsion de la plantation. « Les menaces des propriétaires terriens ont été difficiles à gérer, se souvient Alma. Mais nous avons tenu le coup, car nous savions que nous étions dans notre bon droit. » Alma et Carlito étaient, depuis 2001, membres de la Surop Tribal Small Farmers Association (SUTRISFA), un regroupement de travailleurs agricoles de la plantation Yrasuegui à Surop. Ils ont revendiqué ensemble l'intégration de la plantation au programme de réforme agraire. Après huit ans de procédure, Alma et sa famille ont obtenu 0,8 hectare de terre. « Ce qui nous a donné la force de lutter, c'est de savoir que nous étions soutenus. Les responsables de TFM nous faisaient entièrement confiance. »

Casser le cycle de la pauvreté

Dans le cadre de la réforme agraire, les terres ne sont pas simplement extorquées aux riches pour être redistribuées aux pauvres. Les anciens propriétaires terriens obtiennent une indemnisation de l'Etat, dont une partie est prise en charge par les nouveaux petits paysans. Dégager un revenu suffisant de leur parcelle pour payer cet amortissement constitue un réel défi pour eux, tout comme le manque de semences, d'outils ou de connaissances pour cultiver ces nouvelles terres. Il n'était pas rare que certains nouveaux acquéreurs se voient contraints de revendre leurs terres pourtant si durement gagnées. L'EPER a donc formé une équipe spécialisée en agriculture, production, transformation



et commercialisation directement rattachée à TFM, ce qui permet d'offrir directement des formations aux nouveaux petits paysans.

De nouvelles perspectives

Pendant que Carlito part à la pêche en mer, Alma participe avec d'autres membres de SUTRISFA à une formation agricole dispensée par TFM. Durant six mois, elle et d'autres agriculteurs sont formés à la planification et à la diversification agricole. Ils reçoivent des semences et des outils, et apprennent à produire de l'engrais biologique ainsi que des produits naturels pour lutter contre les parasites. « A notre arrivée, cette parcelle était en mauvais état, raconte Alma. Il n'y avait que quelques cocotiers et bananiers. Nous avons d'abord débarrassé le sol des mauvaises herbes, puis construit une hutte. Nous avons ensuite planté des cacaoyers, des bananiers, des aubergines, du maïs et du manioc, ainsi que du taro, des patates douces et des cacaohètes—de quoi subvenir à nos besoins. »

Exploiter de nouvelles possibilités

Ce jour-là, l'effervescence règne sous les cocotiers. La récolte bat son plein : une fois cueillies, les noix de coco encore vertes sont ouvertes d'un coup de machette. La coque extérieure est retirée et la chaire, appelée aussi copra, est séparée de la coque intérieure. Celle-ci sera fumée dans une installation spéciale puis ensuite vendue par SUTRISFA. Le copra vendu sert à la fabrication d'huile de noix de coco et de beurre de coco, tandis que les coques

intérieures servent à la fabrication de charbon. Jusqu'à récemment, les coques extérieures de noix de coco finissaient à la décharge. Grâce à l'EPER et à TFM, un recyclage des coques a vu le jour. Les deux organisations ont profité des services et des crédits offerts aux organisations paysannes par le programme de réforme agraire pour obtenir des fonds pour l'acquisition d'une machine à éplucher les noix de coco. Celle-ci permet de recueillir les fibres, qui servent à la fabrication de tapis, de corbeilles et de filets de stabilisation pour les terrains glissants. Ainsi, toutes les parties du fruit sont exploitées.

Une nouvelle vie

Pour la plupart des anciens sans terre, obtenir sa propre parcelle marque le début d'une nouvelle vie. Alma et Carlito peuvent en témoigner. Pour compléter les 130 cocotiers qui poussaient déjà sur leur parcelle à leur arrivée, ils ont planté 477 cacaoyers et 136 bananiers. Les semences provenaient de TFM. Leur revenu est sans commune mesure avec ce qu'ils gagnaient avant : de CHF 1.50 à CHF 2 par jour en tant que travailleurs agricoles, ils sont passés à CHF 5 à CHF 7 par jour pour la seule vente des noix de coco, à laquelle s'ajoute le revenu tiré des fèves de cacao, des bananes, du maïs et des légumes. La famille épargne aussi des frais puisqu'elle ne doit plus acheter de vivres. Le fils, Nhorjaed, peut maintenant aller à l'école et la famille est désormais entièrement autonome. « L'EPER nous motive, témoigne Alma. Elle nous rend plus forts car nous savons que nous sommes soutenus. »

Soutenez notre travail en faveur des paysans sans terre



La campagne nationale 2011 de l'EPER est consacrée à la lutte pour la terre et au développement rural aux Philippines. Elle débute le 28 novembre et est accompagnée d'un spot TV et de flyers. Parlez de ce combat autour de vous! Matériel à disposition sur www.eper.ch dans la rubrique campagne. Des affichettes peuvent aussi être commandées au 021 613 40 70 ou par mail à favre@eper.ch

Film à projeter lors de vos animations

Aux Philippines, une loi sur la réforme agraire est entrée en vigueur en 1988. Selon celle-ci, les ouvriers agricoles ont le droit à une parcelle de terre. Pourtant, la redistribution de ces terres est systématiquement repoussée, voire entravée par les grands propriétaires terriens et les autorités. Sur l'île de Mindanao, 40% de la population rurale vit par conséquent toujours au-dessous du seuil de pauvreté.

Ce film montre la lutte que mènent les paysans sans terre de la province du Davao oriental pour obtenir les terres auxquelles ils ont droit. L'EPER et son organisation partenaire locale TFM les soutiennent dans ce combat. Une fois les terres acquises, les bénéficiaires reçoivent également un soutien pour la fertilisation du sol ainsi que le traitement et la commercialisation des produits.

Au travers de portraits émouvants, « La lutte est notre espoir » dépeint avec réalisme la situation des sans terre à Mindanao.

« La lutte est notre espoir – De la terre pour les sans terre à Mindanao », DVD en prêt, 28 minutes, à commander à l'adresse info@eper.ch ou au 021 613 40 70



Offrez votre aide!

Contribuez vous aussi à réduire la pauvreté à travers le monde! Soutenez par exemple des petits paysans par le biais d'un **parrainage d'arbres** pour un montant de **CHF 240** par an. Sur l'île philippine de Mindanao, des paysans qui œuvraient auparavant comme travailleurs agricoles apprennent à compléter la culture de cocotiers par celle de cacaoyers. Au Niger, le moringa, surnommé l'« arbre magique », assure aux petits paysans un revenu supplémentaire vital. Au Guatemala, l'EPER encourage des familles indigènes à cultiver non seulement des denrées alimentaires de base, mais également des avocatiers et des manguiers. Et en Arménie, elle aide des familles paysannes démunies à créer des pépinières pour la culture d'abricotiers et de pêchers. Si les exemples de projets de diversification sont nombreux, tous ont en commun des coûts peu élevés et un impact énorme.

Pour passer commande: www.offrir-son-aide.ch ou 021 613 44 56 (8h30–12h00 et 13h30–17h00)

Actuel



Photo: B. Loosli

Colombie *Un partenaire de l'EPER nommé pour le Prix Sakarov du Parlement européen*

L'organisation communautaire pour la paix San José de Apartado est l'un des trois finalistes pour le Prix Sakharov, décerné chaque année par le Parlement européen à un défenseur de la liberté d'esprit. Cette nomination souligne « le courage, la résilience et le dévouement à la paix et à la justice de cette organisation tout au long de ces dernières années dans un climat de brutalité et de destruction ». Cela fait 14 ans que l'EPER soutient le travail de cette organisation dans son combat pour la vérité, la justice et l'accès à la terre, ainsi que pour ses activités liées à la production, tels le centre agricole, la fabrique de chocolat, la réhabilitation des cultures de cacao et l'université agricole qu'elle a mis sur pied.



Photo: S. Rouèche

Courses solidaires *Records battus !*

La course de la solidarité à Prêles, organisée par la Paroisse du Plateau de Diesse, a rapporté plus de CHF 10.000 en faveur d'un projet de l'EPER pour les enfants des rues au Honduras. Stéphane Rouèche, pasteur et organisateur de cette course n'en revient toujours pas: « C'est incroyable, moi qui espérais deux à trois mille francs ! » Il a déjà annoncé que l'équipe était dans les starting-blocks pour recommencer l'opération l'année prochaine. Quant aux Foulées de la Solidarité de Peseux (NE) organisées par les Eglises catholique et réformée de La Côte, elles ont rapporté près de CHF 8000 pour un projet de développement rural en Arménie. Marc Morier, l'animateur Terre Nouvelle cantonal, est lui aussi prêt à rempiler pour l'année prochaine. Quelles belles preuves de solidarité !



Plaidoyer *La campagne « Droit sans frontières » a démarré*

Quelques 50 organisations dont l'EPER se sont réunies sous la bannière de « Droit sans frontière » pour lancer une campagne commune où la Suisse doit jouer un rôle de pionnier sur la scène internationale. Il s'agit d'exiger du Conseil fédéral et du Parlement de faire en sorte que les entreprises suisses en Suisse respectent partout dans le monde les droits humains et protègent l'environnement. Les personnes qui subissent des dommages suite aux activités des firmes suisses, de leurs filiales ou de leurs fournisseurs, doivent pouvoir porter plainte en Suisse.

Participez sous
www.droitsansfrontieres.ch

Événements paroisses

19 novembre 2011
Marche de l'amitié à **Bière (VD)** en faveur de la Villa Yoyo, 9h–12h devant Denner

20 novembre 2011
Culte à **Meyrin (GE)** dans le cadre de la Campagne DM-EPER avec un focus sur les projets de l'EPER au Sénégal à 10h

23 novembre 2011
Vente de l'Avent à **Bienne (BE)** en faveur d'Haïti à la maison St-Paul de 13h à 17h

25 novembre 2011
Noëls du monde au foyer paroissial de **Penthalaz (VD)** en faveur de la campagne DM-EPER. Sur inscription au 079 468 74 12

6 décembre 2011
Repas-partage à la maison de paroisse de **Clarens (VD)** centré sur la campagne nationale et les projets de l'EPER aux Philippines, 12h–13h30. Entrée libre, quête à la sortie

11 décembre 2011
Noël des aînés à **Môtier-Vully (FR)** avec la projection d'un film de l'EPER. Sur inscription au 026 673 26 70